

Résumé des questions économiques et sociales:
semaine n° 212 du 03 février 2025

FONDERIE DE BRETAGNE : PLUS D'UN MILLIER DE PERSONNES DANS LES RUES, "ON CONTINUE À SE BATTRE" !

Samedi 25 janvier 2025, ils se sont symboliquement donné rendez-vous devant les Forges d'Hennebont. **Là, où tout a commencé en 1860. Un siècle et demi plus tard, ils refusent que l'histoire prenne fin.** La Fonderie de Bretagne, qui est née des Forges, a été placée en redressement judiciaire cette semaine. Elle cherche un repreneur. Habitants et élus ont défilé pour soutenir les fondeurs et leurs familles.

"Sauvez les emplois de nos parents, la Fonderie de Bretagne doit vivre". Esteban et d'autres enfants de fondeurs ont pris la tête du cortège.

"Je suis venu pour soutenir papa pour la Fonderie. J'ai pas envie que son boulot ferme parce qu'on en a besoin", confie le jeune garçon en frappant sur sa caisse claire.

Son père, Bruno Bonneau travaille à la Fonderie depuis 30 ans. Son grand-père était à la Fonderie, ses oncles à la SBFM, les ancêtres de la Fonderie. *"C'est une histoire de famille,"* dit-il en souriant. *"C'était important que tout le monde soit là avec nous pour nous soutenir."*

Des mois de lutte !

Il le reconnaît facilement. La période est difficile. *"La famille en pâtit un petit peu. On essaye de ne pas ramener le travail à la maison mais là, c'est compliqué. Depuis le temps qu'on est en lutte. Tous les jours. Tous les jours sur le terrain, donc la famille on ne la voit pas beaucoup, ça joue sur le caractère aussi. Et puis il y a la fatigue."*

Au début du mois de décembre, Bruno a appris que le Renault, fondateur et principal client de la Fonderie (qu'elle a vendu en 1998) refusait de s'engager sur un volume de commandes. La Fonderie fabrique des pièces d'acier et de fonte malléables pour le secteur automobile. Le repreneur qui s'était montré intéressé a aussitôt fait marche arrière.

"On y croit encore" !

Laetitia, l'épouse de Bruno, défile elle aussi et se rassure en voyant la foule battre le pavé à ses côtés. *"Ça fait chaud au cœur, on voit qu'ils sont soutenus et il le faut, parce que ce n'est pas fini. On y croit encore et on y croira jusqu'au bout. Ça fait des mois qu'ils se battent, et ils sont toujours là, ils sont fatigués mais toujours présents."*

Le moment est compliqué pour les fondeurs... et pour leurs familles. *"C'est difficile à vivre pour les femmes de fondeurs, il y a des hauts et des bas. Il y a des fois on y croit et puis des fois on baisse les bras. Mais on remonte. On est là pour les soutenir. On fait ce qu'on peut au quotidien. C'est pas toujours facile. Ça fait des mois qu'ils se battent, et ils sont toujours là, ils sont fatigués mais toujours présents."*

Alors, elle veut y croire, espère que Renault ne va pas les laisser tomber. *"Renault ne peut pas laisser faire ces choses-là, ce n'est pas possible. Donc on y croit."*

Bruno reste confiant lui aussi. *"On a énormément de clients qui toquent à la porte, donc pour un repreneur, ça peut être bien."*

Des pressions sur Renault !

Renault doit tenir ses engagements et nous devons créer les conditions puisque l'Etat est actionnaire de Renault. C'est pour cela qu'on met une pression politique large, on se bat tous ensemble."

Le 4 février, les salariés de la Fonderie se rendront d'ailleurs à Paris à l'Assemblée nationale, jour de l'audition de Renault par la commission des affaires économiques.

Dans le cortège, des habitants de Caudan, d'Inzinzac-Lochrist, de Lorient... Et de bien au-delà.

"Quand je vois des salariés qui ont mon âge et qui pourraient se retrouver au chômage, on ne peut que les soutenir. C'est important d'être là aujourd'hui, ça s'appelle la solidarité !"

"Je discutais avec des gens qui me disaient, ça impacte tellement de monde, indique Maël Le Goff, le secrétaire général de la CGT de la Fonderie. On attend des repreneurs et on espère que quelqu'un se positionne parce qu'on a tous envie de continuer à travailler à la Fonderie de Bretagne."

Esteban rêve, lui aussi, de pouvoir un jour entrer à la Fonderie. Il se bat pour son papa et pour son avenir... Et tous espèrent !

Dernière minute : La CGT du Groupe Renault et la Fonderie de Bretagne appellent à une nouvelle mobilisation le **mardi 4 février à 11 h 00, devant le bâtiment X de Lucas De Meo, situé au 40 avenue Pierre Lefauchaux, à Boulogne-Billancourt.**

Nos Camarades de la fonderie monteront à Paris en Bus pour se rendre à Boulogne, puis devant l'Assemblée nationale.

A l'occasion de l'audition de L. De Meo à l'Assemblée Nationale, **le 4 Février, un rendez-vous est fixé à 14 H, Place du Président Edouard Herriot à Paris (proche du Palais Bourbon).**

Les Camarades de la Fonderie de Bretagne donneront une **conférence de presse à 15 H 30 Place du Président Edouard Herriot, en présence de Sophie BINET**, Secrétaire Générale de la CGT.

Cette action vise à soutenir les salariés de la Fonderie et à exiger que Renault maintienne sa part de marché jusqu'en 2028 pour permettre la montée en charge de la diversification. **(Lire le communiqué en PJ)**

La Fédération appelle, tous les syndicats et syndiqués à venir les soutenir dans leurs actions pour préserver l'emploi, le savoir-faire et exiger de RENAULT qu'il prenne ses responsabilités en sa qualité de principal donneur d'ordres.

A l'occasion de leur venue à la **Préfecture du Morbihan** le 28 Janvier, les salariés ont remis au préfet 3 courriers restés sans réponses :

- 2 janvier : lettre ouverte à Macron

- 15 janvier : invitation à Macron, Bayrou, Ferracci, De Meo à se rendre à l'initiative du 25 Janvier à la Fonderie.

- 28 janvier : lettre de relance à Macron remise au Préfet.

NI CONCLAVE, NI COMPROMISSION : ABROGATION DE LA RÉFORME DES RETRAITES !

LE SEUL DIALOGUE AVEC LE CAPITAL, C'EST LE RAPPORT DE FORCE DÉCLARE LA C.G.T DE L'AISNE !

Nous n'avons rien à attendre de Bayrou ni de son conclave !

Dans le climat actuel fait de la préoccupation des politiciens pour la soi-disant instabilité politique, du racisme de complexe du fasciste Retailleau, du soutien inconditionnel à l'État colonial sioniste, d'une offensive sans précédent des idéologues du Capital pour cacher l'histoire et le sens de la Sécurité Sociale et des retraites, rien ne serait plus nocif que d'aller à Canossa ou de se faire balader pendant des mois dans un conclave dont on connaît d'ores et déjà l'issue. Il n'y a rien à attendre de Bayrou, pas plus que de ses prédécesseurs, il est là pour appliquer la politique du Capital. Les travailleurs et les organisations qui les rassemblent et les représentants n'ont rien à attendre des machins qu'il va mettre en place, sauf à se fourvoyer, en premier lieu la CGT, qui conserve malgré l'idéologie dominante, des traditions de lutte des classes. Le but de la « *commission de financement* » ou du « *conclave* » est très clair : faire entériner de définitivement par les « *partenaires sociaux* » la réforme inique des retraites de Macron et l'idée de la poursuite de la casse.

Aucun dirigeant syndical ne peut dire qu'il ne sait pas cela !

Depuis 2017, Macron et ses gouvernements sont des gérants loyaux de la feuille de route du Capital : ils s'en prennent à ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, à tout ce qui est collectif et qui oblige le Capital à contribuer. Et ils le font avec des méthodes fascisantes, utilisant tous les instruments de la répression d'État (police et justice) et tous ceux du formatage des consciences (médias, écoles, universités). Les aléas électoraux récents n'y changent rien. Il n'existe pas dans cette Assemblée nationale de majorité décidée à au moins freiner la casse sociale en place depuis 35 ans et accélérée depuis Macron, encore moins de majorité pour appliquer un programme allant dans le sens des besoins des travailleurs.

Faisons contribuer les possédants !

Depuis que le capitalisme existe, en France comme ailleurs, l'État et le gouvernement sont au service de la Grande Bourgeoisie, la classe dominante, celle qui organise et fait véhiculer les idées dominantes. Au stade impérialiste, ce que d'aucuns appellent la « *mondialisation* », la concurrence entre les multinationales est de plus en plus sévère parce que le marché est fermé (personne n'ira vendre sur Mars) et à cause de la baisse tendancielle du taux de profit. Les capitalistes n'ont pas le choix, pour s'en sortir, même la concurrence entre eux ou la guerre impérialiste ne suffisent pas, ils doivent s'en prendre au travail vivant, c'est-à-dire taper sur le salaire, les cotisations sociales, les services publics. Rappelons que l'esprit de ce qui c'est décidé en 1945, notamment par

Ambroise Croizat était que les richesses créées contribuent à assurer la Santé gratuite (Sécu) et une seconde vie (retraite) pour les travailleurs, et pas on ne sait quel mécanisme de solidarité entre les générations. Utiliser les richesses créées, signifie mettre a contribution ceux qui les possèdent. Cela signifie donc la fin définitive des exonérations de cotisations patronales, la fin définitive d'un État dont le seul but est de mettre sous perfusion d'argent public les multinationales, la fin définitive de l'étatisation de la Sécurité sociale.

La tâche de la CGT, c'est d'organiser la lutte !

Seule l'organisation des travailleurs dans leur syndicat permet de résister et d'imposer une amélioration de nos conditions de vie, par le développement du rapport de force, notamment par la menace, la crainte et la construction de la grève, d'abord dans l'entreprise et les services, puis a une plus grande échelle, afin d'obliger patronat et gouvernement à plier. C'est ce rapport de force qui fera gagner les travailleurs, c'est la raison d'être de la CGT. Chacun a son niveau d'y prendre sa place.

L'Union Départementale CGT de l'Aisne s'inscrit pleinement dans cette de marche, à mille lieux des petits arrangements entre amis dans les salons feutrés des ministères ou du MEDEF. Nous appelons tous les syndicats et toutes les structures de la CGT à prendre leur part de ce combat et à prendre garde à ne pas se laisser entraîner dans des voies stériles, voire néfastes, pour notre organisation et pour les travailleurs.

RÉFORME DES RETRAITES : LES DOCKERS TOUJOURS MOBILISÉS, LA CGT ANNONCE 15 JOURS DE GRÈVE SUR LE PORT DU HAVRE !

Les dockers et travailleurs portuaires du Havre sont appelés à 15 jours de mobilisation en janvier et février, a annoncé la CGT mercredi dans un communiqué. Le syndicat se bat toujours pour que la réforme des retraites, votée en avril 2023, ne soit pas appliquée aux travailleurs des ports.

[Fortement mobilisée entre janvier et juillet 2023](#), la CGT Ports et Docks n'a jamais arrêté de **lutter contre la réforme des retraites**. Alors que les discussions entamées avec le gouvernement au printemps dernier ont été interrompues par la dissolution de l'Assemblée nationale, puis à l'automne par le renversement du gouvernement, ils entendent de nouveau faire pression par un long mouvement de grève.

Deux journées "port mort" !

Les ouvriers portuaires et dockers sont appelés à **48 heures d'arrêt de travail les 30 et 31 janvier**, et à **quatre heures de débrayages pendant 13 jours à partir du jeudi 23 janvier**, jusqu'au vendredi 28 février.

Jours concernés par des débrayages de quatre heures : les 23, 27 et 29 janvier. Ainsi que les 4, 6, 10, 12, 14, 18, 20, 24, 26 et 28 février.

LA RICHESSE DES MILLIARDAIRES A AUGMENTÉ DE 2 000 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2024, SOIT TROIS FOIS PLUS VITE QU'EN 2023 !

La fortune des milliardaires a augmenté de 2.000 milliards de dollars en 2024 au niveau mondial, soit l'équivalent d'environ 5,7 milliards de dollars par jour, à un rythme **trois fois plus rapide** que l'année précédente. En moyenne, **près de quatre nouveaux milliardaires sont apparus chaque semaine**. Pendant ce temps, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté n'a pratiquement pas changé depuis 1990, selon les données de la Banque mondiale. Oxfam publie « *L'art de prendre sans entreprendre* » aujourd'hui alors que les élites économiques se réunissent dans la station balnéaire suisse de Davos et que le milliardaire Donald Trump, largement soutenu par l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, est investi président des États-Unis.

2024 : une année sous le signe persistant des inégalités !

Deuxième plus forte augmentation annuelle de la richesse des milliardaires depuis le début des relevés. Et ce alors que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté n'a pratiquement pas changé depuis 1990.

- Oxfam prévoit qu'il y aura au moins cinq multimilliardaires dont la fortune dépassera les 1 000 milliards de dollars dans une décennie.
- 204 nouveaux/elles milliardaires ont vu le jour en 2024, soit près de quatre par semaine.
- En 2023, les 1 % les plus riches du Nord ont ponctionné 30 millions de dollars par heure aux pays du Sud.
- Oxfam exhorte les gouvernements à taxer les plus riches pour réduire les inégalités, en finir avec l'extrême richesse et démanteler la nouvelle aristocratie. Les anciennes puissances coloniales doivent verser des réparations en dédommagement des préjudices qu'elles ont causés.

En France !

- Depuis 2019, la fortune des milliardaires français a augmenté de plus de 24 milliards d'euros au total, soit 13 millions d'euros par jour.
- Une personne parmi les 1% les plus riches gagne en 6 jours ce qu'une personne parmi les 50% les plus pauvres gagne en 1 an.

- Les 1 % des Français-es les plus riches ont ponctionné près de 20 milliards d'euros au pays du Sud en 2023, soit près de 2,3 millions d'euros par heure, par l'intermédiaire d'un système financier largement plus favorable aux pays riches du Nord.

En 2024, le nombre de milliardaires est passé à **2.769, contre 2.565 en 2023**. Leur richesse combinée est passée de **13.000 milliards de dollars à 15.000 milliards de dollars en seulement 12 mois**. La fortune des **dix hommes les plus riches du monde** a augmenté en moyenne de près de **100 millions de dollars par jour**.

L'année dernière, Oxfam avait estimé que nous verrions pour la première fois la fortune d'un multimilliardaire franchir le cap des 1.000 milliards de dollars dans dix ans. Toutefois, compte tenu de l'accélération de l'enrichissement des milliardaires, Oxfam a revu considérablement à la hausse ses prévisions : si la tendance actuelle se poursuit, le monde comptera non pas un, mais au moins cinq super-milliardaires dans dix ans.

Fortunes hexagonales : entre inégalités sociales et dettes coloniales !

En France, si la fortune cumulée des milliardaires n'a pas augmenté en 2024, elle a grossi de plus de **24 milliards d'euros depuis 2019, soit de 13 millions d'euros par jour**. Aujourd'hui, une personne parmi les 1% des Français-es les plus riches gagnent en à peine six jours ce qu'une personne parmi les 50% les plus pauvres gagne en un an.

Parmi les milliardaires français-es, Vincent Bolloré constitue un exemple emblématique d'enrichissement via l'exploitation de ressources et infrastructures dans les ex-colonies. La cession de sa filiale logistique africaine en 2022 a permis au groupe Bolloré de faire plus de **3,15 milliards de plus-value**, l'équivalent d'un an de salaire moyen pour 1,6 millions de salarié-e-s africain-e-s. Dans les pays africains dont il a exploité les ressources, **Vincent Bolloré pourrait, avec sa fortune, financer la moitié de l'aide humanitaire nécessaire en 2025, et ainsi sauver 40 millions de vies.**

LE SURENDETTEMENT EN HAUSSE EN FRANCE !

Le nombre de dossiers de surendettement a bondi de 10,8 % en 2024 par rapport à 2023, selon les chiffres publiés mardi 14 janvier par la Banque de France, dans un climat économique morose pour le pouvoir d'achat.

La Banque de France a reçu 134.803 dossiers en 2024. Ce nombre reste cependant inférieur à celui de 2019, considérée comme l'année de référence avant les perturbations dues à la pandémie de Covid-19.

Les nouvelles inscriptions au fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP), qui recense notamment les personnes ayant rencontré des difficultés dans le remboursement d'un crédit souscrit à titre personnel, ont augmenté de 3,1 % en 2024 par rapport à 2023, à 908 636.

Démarche volontaire !

Les inscriptions à ce fichier n'engendrent pas forcément le dépôt d'un dossier de surendettement, qui est une démarche volontaire de la part de la personne concernée.

Le nombre d'inscrits au fichier central des chèques (FCC), qui recense les personnes ayant émis un chèque sans provision ainsi que celles s'étant vu retirer leur carte bancaire à la suite d'un usage abusif, recule en revanche de 10,9 % sur l'année 2024 par rapport à 2023, à 695.184.

Le nombre de désignations de banques au titre du droit au compte est lui aussi en baisse, diminuant de 3,2 % entre 2023 et 2024, à 29.295 l'an dernier.

En cas de refus d'un établissement bancaire ou d'absence de réponse sous quinze jours après une demande d'ouverture de compte, un particulier peut saisir la Banque de France et se voir ouvrir gratuitement un compte de dépôt assorti de services bancaires de base dans un autre établissement.

Près de 2 millions de particuliers ont réalisé « *une demande d'informations ou d'accompagnement* » en 2024 auprès de la Banque de France sur des thématiques d'inclusion financière, précise-t-elle, au guichet, par téléphone, par courrier ou par le biais de son site Internet.

LA POSTE : RETARD DE DISTRIBUTION DE COURRIER !

La Poste accumule des retards de courriers importants, **1,2 million de retards, dans plusieurs départements français.**

Qu'en est-il dans le Nord et le Pas-de-Calais ?

Eric Dyson, secrétaire général CGT Nord souligne que la distribution du courrier a 15 jours de retard dans le Nord. D'après son homologue du Pas-de-Calais, sept jours de retard de distribution sont à déplorer dans le département.

Le "*non-remplacement des agents intérimaires*" depuis décembre et la politique de La Poste visant à "*encourager la distribution des imprimés publicitaires, plus rentable*" serait à l'origine de ces retards de courriers.

Du point de vue de la direction régionale, la situation n'est pas vue de la même manière. "Il n'y a pas de retards généralisés dans le Nord et le Pas-de-Calais. **Tout au plus des difficultés très ponctuelles et très locales dans les secteurs d'Arras et de Valenciennes**, mais dans une mesure infime par rapport à l'échelle de la commune".

"Il est possible que nos retards soient imputables aux difficultés rencontrées dans d'autres régions". En d'autres termes, un courrier non traité, partant d'Aquitaine pour le Nord, arrivera forcément en retard. Mais pas en raison de difficultés rencontrées dans les Hauts-de-France!!!

ARSENAL : LA CGT DU PAYS DE LORIENT PRÉOCCUPÉE PAR L'AMIANTE ET LE SOCIAL !

La CGT Arsenal a tenu son assemblée générale vendredi 24 janvier 2025 à Lanester (Morbihan). Ses militants rejettent le nouvel accord d'entreprise proposé à Naval Group et redemandent à l'État d'**intégrer la base de Lann-Bihoué dans le protocole amiante**.

Au programme de ce premier rendez-vous qui a réuni quelque 170 militants : le [nouvel accord d'entreprise proposé à Naval Group](#).

Pour la CGT Arsenal, ce sera « **non** » a confirmé son secrétaire général Bruno Le Nézet. *« Nous avons voté à l'unanimité le refus de signer. C'est un accord régressif par rapport à celui de 2017 qui a été dénoncé. Le nouveau a été calqué sur la nouvelle convention collective de la métallurgie qui est moins disant pour le personnel avec une annualisation du temps de travail et la possibilité de rendre **obligatoire des jours de travail le dimanche**. Et il n'y a toujours pas de treizième mois ni de semaine de 32 heures. »*

Du côté du Ministère des armées, les salarié-es du ministère des Armées, Karine Tibulle, sa secrétaire générale adjointe, rappelle que le syndicat continue de se battre pour que la base de Lann-Bihoué soit **intégrée au protocole amiante** afin de permettre aux salariés, qui ont été au contact de ses fibres cancérogènes en travaillant sur les Atlantique 2 qui en contenaient, **de partir plus tôt à la retraite**.

VIRE (CALVADOS) : 42 EMPLOIS MENACÉS, UN ATELIER DE LA COMPAGNIE DES FROMAGES VA FERMER D'ICI JUIN 2025 !

L'annonce est tombée vendredi 24 janvier 2025 pour les 42 salarié-es en charge de la mozzarella sèche, dans l'usine de la Compagnie des fromages et RichesMont, à Vire Normandie (Calvados). En cause : des « *pertes financières* » !

La décision a été annoncée vendredi 24 janvier 2025 aux 42 salarié-es concernés, qui travaillent à l'élaboration de « *mozzarella sèche* ». Si l'entreprise annonce avoir des solutions pour 90 % des salariés, les syndicats dénoncent l'absence de « *justification économique valable* », et se préparent à se battre pour les emplois.

VERSALIS À DUNKERQUE (NORD) : INQUIÉTUDE DES 430 SALARIÉS DU PÉTROCHIMISTE INSTALLÉ DANS LE PORT DE DUNKERQUE !

Investissement dans la décarbonation, vente ou carrément fermeture du site : les salariés du site Versalis de Dunkerque sont dans le flou. Ils sont en grève régulièrement pour obliger leur actionnaire, l'italien ENI, à leur répondre. **Le pétrolier va fermer deux usines en Italie.**

C'est un copié-collé de ce qui se passe chez Arcelor... en plus petit !

A Mardyck, près de Dunkerque, les 430 salariés de Versalis (ex-Poliméri) sont très inquiets pour leur avenir. Leur actionnaire, le géant pétrolier italien ENI, a annoncé la fermeture de deux usines en Italie. Et puis il y a aussi **l'absence de perspectives sur la décarbonation du site** qui fabrique des dérivées du pétrole pour la chimie, sur le port de Dunkerque. Lancées par la CGT, le syndicat ultra-majoritaire dans cette usine pétrochimique, des grèves de 48h ont désormais lieu tous les mois et cela va durer jusqu'à ce que les salariés obtiennent des réponses. Pour remettre Versalis dans les objectifs européens de carbone d'ici 2030, **il faudrait investir 200 millions d'euros sur le site**. Et il y a urgence à prendre des décisions, car le prochain gros arrêt de l'usine est prévu en 2028. C'est demain à l'échelle industrielle. Mais certains salariés perdent patience, raconte David Cappello, le secrétaire de la CGT : *"Beaucoup de salariés ont envoyé des CV ailleurs et on commence à avoir pas mal de copains qui démissionnent. Donc s'il n'y a pas de nouvelles rassurantes, on se demande même comment on va pouvoir continuer à produire. Rappelons qu'on est un site à risques et que le personnel, il faut l'embaucher, mais il faut surtout le former, sur des profils qui nécessitent parfois plus de dix ans de cursus."*

Deux fermetures en Italie !

La fermeture, programmée par ENI, de deux usines pétrochimiques italiennes, jumelles de celle de Dunkerque (pour la fabrication d'éthylène et de propylène), plonge les salariés dans l'incertitude, à l'image de Gaëtan : *"Moi, je viens d'un ancien site industriel qui a fermé boutique aussi. La société de raffinerie de Dunkerque (SRD), ça me rappelle de mauvais souvenirs. En plus, ça y ressemble fortement"*. Quand on pose des questions, on aimerait bien avoir des réponses et pas simplement *"faites nous confiance"* ou *"on n'a pas à vous le dire"*.

Même inquiétude pour Quentin, 12 ans d'ancienneté : *"Étant un groupe italien, ils ferment les usines chez eux, donc on se pose évidemment la question de savoir pourquoi pas ici, en France. Après, ce qui est différent, c'est qu'en Italie, ils ferment leurs usines, mais ils remettent de l'argent sur la table pour en sortir de nouvelles,*

quelque chose de plus propre, tandis qu'ici, ils se refusent à mettre le moindre centime sur la table pour le moment. On se demande qu'est-ce qui va se passer pour la suite."

ARKEMA : LA DIRECTION QUITTE LES LIEUX FACE À LA COLÈRE DES SALARIÉS !

La tension a monté le jeudi matin à l'usine chimique Arkema, où une réunion du comité social économique devait avoir lieu pour présenter à l'ensemble des représentants du personnel le Plan de sauvegarde de l'emploi annoncé par la direction Arkema France. Pour rappel, celui-ci prévoit la suppression de 154 postes à Jarrie.

Départ précipité de la direction parisienne !

Les délégués syndicaux ont d'abord demandé des chiffres à la direction lui permettant de justifier une telle décision. Ils expliquent qu'aucune réponse ne leur a été apportée, ce qui les a poussé à suspendre la séance.

Le compte rendu de cet échange a enflammé les nombreux salariés présents devant le bâtiment administratif pendant la réunion avortée. Certains sont entrés dans la salle où se trouvait la direction, ont réclamé des explications puis ont laissé éclater leur colère en renversant du mobilier.

Des dégradations mineures, confirment les autorités présentes sur place, qui ont toutefois eu pour conséquence le départ précipité de la direction venue du siège parisien.

« On va leur montrer qu'il s'agit de 154 familles » : les salariés d'Arkema se préparent à manifester au siège parisien.

Le lendemain, la direction d'Arkema ayant été exfiltrée, l'intersyndicale a décidé de poursuivre la grève contre le projet de suppression de 154 emplois sur le site de Jarrie. Pendant que soixante-dix salariés s'échauffent pour la manifestation au siège parisien, les élus « harcèlent » le Premier ministre.

« Voyou ! », « Feignant ! » : les insultes et les sifflets fusent à l'adresse du directeur du site, qui passe à une cinquantaine de mètres du piquet de grève. L'assemblée générale reprend aussitôt. La plus grosse depuis le début du mouvement.

Mobilisation de la chimie le 5 février à 10h00 : Grèves et rassemblement à Arkema Jarrie (Isère).

La coordination CGT Arkema et la FNIC-CGT appellent à un sursaut de la classe ouvrière, à se mettre en légitime défense pour leur vie et pour les générations futures afin de stopper la massacre organisé par le patronat et le gouvernement à sa botte !

CHÔMAGE : LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN FORTE HAUSSE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024 !

Le nombre de chômeurs inscrits à France Travail en catégorie A (sans activité) a augmenté de **3,9 % au quatrième trimestre en France (hors Mayotte) et de 3,5 % sur un an**. Au total, **3,138 millions de personnes sont inscrits dans cette catégorie**, selon les chiffres publiés lundi 27 janvier par la direction des statistiques du ministère du travail (Dares).

Il s'agit de la plus forte remontée du chômage en France (hors Mayotte) en une décennie en dehors de la crise du Covid-19.

En incluant l'activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emplois s'établit à **5,495 millions. Il augmente de 1,7 % sur ce trimestre et de 1,8 % sur un an**.

Pour la seule France métropolitaine, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de **3,9 % pour les hommes** au quatrième trimestre (+ 4,2 % sur un an) et de **4,2 % pour les femmes** (+ 3,2 % sur un an). Il augmente de **8,5 % pour les moins de 25 ans** (+ 7 % sur un an), de **3,9 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans** (+ 3,7 % sur un an) et de **2,2 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus** (+ 2,0 % sur un an).

Sur le front du chômage de longue durée, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (en catégorie A, B, C) augmente de 1,1 % (+ 1,5 % sur un an), et celui des inscrits depuis moins d'un an de 2,3 % (+ 2,1 % sur un an). L'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est de 619 jours au quatrième trimestre 2024.

MINEUR-ES ISOLÉ-ES !

Depuis le mardi 10 décembre, des centaines de jeunes catégorisé-es mineur-es isolé-es occupent la Gaîté Lyrique où ils et elles se sont réfugié-es pour échapper à la rue. La lutte de ces jeunes s'inscrit dans une dynamique initiée à l'été 2023 par des jeunes qui vivaient et dormaient dans le parc de Belleville avec qui des habitant-es et des collectifs militants du quartier se sont solidarisé-es.

Cette lutte est aussi la nôtre, celle des organisations syndicales et autres, puisqu'il s'agit de se battre aux côtés de premiers et premières concerné-es contre toute forme de discrimination et pour l'effectivité de droits fondamentaux pour toutes et tous : droit à l'éducation, droit au logement, droit à la santé, droit à la liberté de circuler.

Le fait que ce combat se mène dans un contexte où le racisme est l'élément qui détermine nombre des positionnements et décisions politiques de celles et ceux qui gouvernent ou prétendent gouverner ajoute une dimension politique supplémentaire qui, en tant que progressistes, antifascistes et antiracistes, nous impose d'y participer.

Les institutions françaises bafouent la convention des droits des enfants chaque jour dans l'impunité la plus totale : en France des milliers de mineur-es, majoritairement racisé-es, pauvres et provenant des colonies européennes et notamment françaises, vivent dans des conditions terribles. Ce seul fait justifie pleinement notre engagement auprès des mineur-es non accompagné-es. En effet, permettre que les conditions de vie des plus jeunes que nous leur ouvrent droit aux moments de bonheur et à un futur meilleur est une préoccupation pour chaque personne engagée pour le progrès social.

Mais au delà de cela, quand des êtres humain-es sont placé-es dans des conditions qui les rendent extrêmement vulnérables réussissent à arracher des droits, il faut se rappeler cette phrase de Michel Foucault "*c'est dans la mesure où je me défends que mes droits existent et que la loi me respecte*". En effet, c'est cette dynamique de défense qui a permis au Collectif des Jeunes de Belleville d'arracher en un an plus de **800 places d'hébergement et plus de 200 scolarisations**. Par ailleurs, l'auto-organisation politique des jeunes leur a permis de s'affranchir d'une situation de totale invisibilisation sociale et de devenir des militant-es fièr-es d'eux et d'elles. C'est cette dynamique de défense portée haut et fort par les mineur-es isolé-es et leurs allié-es dont nous devons nous inspirer dans les luttes sociales dont l'épicentre est aujourd'hui à la Gaîté Lyrique qui est à protéger et amplifier.

À protéger particulièrement dans les jours à venir de la **procédure d'expulsion entamée lâchement par la Mairie de Paris afin de se débarrasser des jeunes et de tourner la page**. Une Mairie qui se dit de gauche et qui pourtant n'a aucune volonté réelle pour empêcher l'extrême-droitisation de la politique et de la société française. Pourquoi ne prend-t-elle pas de mesures concrètes qui puissent contrecarrer la nauséabonde politique d'immigration Darmanin-Retailleau ? Pourquoi ne crée-t-elle pas de véritables centres d'accueil des jeunes migrant-es ?

Qui représente-elle ?

De quel côté de l'échiquier politique est-elle ?

AMIENS ZONE INDUSTRIELLE NORD (SOMME) : LES SALARIÉS DE JPR HUTCHINSON EN GRÈVE POUR LES SALAIRES !

La grève se poursuit sur le site JPR au nord d'Amiens. Près d'une centaine de salariés de l'entreprise est en grève depuis mercredi matin.

Une centaine de salariés se sont mis en grève ce mercredi 29 janvier au matin au sein de l'entreprise JPR Hutchinson en zone industrielle d'Amiens. L'intersyndicale (CGT, CFE CGC, FO, et CFDT) exige une augmentation des salaires d'au moins 2,5 %. Loin de la hausse de 1 % proposée pour le moment par la direction.

Pour Pascal Petit, délégué syndical, ce n'est même pas assez pour couvrir l'inflation : "*l'entreprise a fait plus de dix millions de chiffre d'affaires, et on nous augmente d'1 %. Il faut aussi reconnaître la valeur des salariés. La direction est censée suivre l'inflation, or elle se situe aux alentours d'1,8 %. Avec cette augmentation, ça fait 15 euros à la fin du mois, je ne peux même pas acheter du pain tous les jours*".

Un préavis de grève illimité a été déposé par l'intersyndicale. "*Il n'y a pas de date de fin, et on continuera jusqu'à ce qu'on obtienne une augmentation décente. On nous demande de faire plus, mais sans rien en retour*", assure Séverine Lemet, salariée chez JPR Hutchinson et élue suppléante CGT au CSE. Puis elle conclut : "*nous voulons une augmentation de 2,5 %, les salariés seraient motivés et d'autant plus engagés !*".

Plusieurs sites du caoutchoutier ont mené des grèves pour des revalorisations de salaires, comme à Châteaudun (Eure-et-Loir) ou Château-Gontier (Mayenne). "*Des sites en pourparlers, d'autres sont prêts à débrayer. Il y a des réunions qui se font, des courriers envoyés à la direction générale*", souligne Christophe Debrye. *Maintenant on attend.*"

MONDE

CANADA : AMAZON FERME SES ENTREPÔTS DU QUÉBEC, SUR FOND DE SYNDICALISATION !

Le géant américain du e-commerce Amazon met un terme à ses activités de livraison au Québec. Au moins **3.500 personnes vont perdre leur emploi**.

Le couperet est tombé. Amazon a annoncé, le 22 janvier, qu'il fermerait ses sept centres d'entreposage, de tri et de distribution au Québec. Le géant américain du e-commerce comptait près de 2.000 employés dans ses centres. D'autres pertes d'emplois sont à attendre dans les petites entreprises qui livraient pour le compte d'Amazon, les *Delivery Service Partners*, soit près de 1.500 personnes. La livraison sera désormais assurée par des sous-traitants.

Le 13 mai 2024, des employés d'un entrepôt Amazon de Laval, en banlieue de Montréal, sont devenus les premiers au pays à se syndiquer. Amazon contestait la création de ce syndicat, affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), et a été condamnée par le tribunal administratif du travail pour avoir freiné la syndicalisation, notamment par le biais de messages antisyndicaux affichés dans ses entrepôts, jusque dans les toilettes.

Une gifle !

Pour la présidente de la CSN, Caroline Senneville, si Amazon ferme ses centres dans la province, c'est parce que « *la seule spécificité du Québec réside dans la présence d'un syndicat* ». Dans un communiqué du mercredi 22 janvier, elle évoque « *une gifle* » pour les employés. La multinationale « *préfère se retirer du Québec plutôt que de respecter son obligation de s'entendre sur une convention collective* », écrit-elle.

Depuis 2018, Amazon a reçu près de 250 millions de dollars de fonds publics (près de 240 millions d'euros), entre Ottawa et Québec.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement